



2023 / 010

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL DE MONCEL SUR SEILLE

SEANCE DU 9 JUIN 2023

Le Conseil Municipal a été convoqué le 02 juin 2023 pour la séance du 9 juin 2023 à 20h00 en séance ordinaire, par Alain CHANE, le Maire.

ORDRE DU JOUR :

- 10 - 2023 Elections des délégués pour les Sénatoriales
- 11- 2023 Avenant à la convention portant sur l'instruction des autorisations
D'occupation et d'utilisation du sol entre la commune et la Communauté de
Commune Seille et Grand Couronné
- 12 – 2023 Répartition du capital social de la société SPL XDEMAT 2023
- 13 – 2023 Mandatement à la SAFER pour acquisition de parcelles situées sur l'ENS
- 14 – 2023 Autorisation donnée au maire pour l'achat d'une tondeuse

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal l'autorisation d'ajouter un point à l'ordre du jour. Il s'agit d'un vote de motion de soutien à Monsieur Edouard BABEL Maire de Magnières.

PROCES VERBAL

L'an deux mil vingt-trois, le neuf juin à vingt heures les membres du conseil municipal de la commune de Moncel-sur-Seille se sont réunis sur la convocation du Maire, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-8 du Code général des collectivités territoriales.

Étaient présents Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux :

Mesdames et Messieurs : Alain CHANE, Ernest BOUR, Mathieu SESMAT, Angélique GAUVAIN, Aldo IANNI, Jean-Marc LESCURE, Loic MERCIER, Marc NASSAU, Nicolas PERRIN, Mireille PICARDAT, Fabien REFFI, Cédric TOUSSAINT, Vanessa THOUAILLE

Absente excusée : Madame Christine DUMAY donne pouvoir à monsieur Alain CHANE ;

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance, pris au sein du conseil municipal ; Mr Marc NASSAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptés.

Monsieur le Maire ouvre la séance et demande si le compte rendu du conseil municipal du 13 avril fait l'objet d'observations. Aucune observation n'étant émise, le procès verbal est adopté et signé.

5.3 Désignation de représentants

10 - 2023 Elections des délégués pour les Sénatoriales

Se référer au procès-verbal d'élection

Séance du 9 juin 2023



2023 / 011

2.2 Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols

11- 2023 Avenant à la convention portant sur l'instruction des autorisations

D'occupation et d'utilisation du sol entre la commune et la Communauté de Commune Seille et Grand Couronné

Monsieur le Maire rappelle en premier lieu que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 a mis fin à l'instruction des autorisations du droit des sols (ADS) par les services de l'Etat.

Il ajoute que la compétence pour instruire et délivrer l'ensemble des autorisations d'urbanisme sur le territoire de la commune, est communal.

Aussi, et par délibération communautaire en date du 29 novembre 2017, il a été confié à la CCSGC l'organisation d'un service d'instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte des communes toujours compétentes pour l'exercice du droit des sols.

Cette gestion est assurée par le service instructeur de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, dans le cadre d'un service mutualisé.

Cette organisation a donné lieu à la signature d'une convention entre le CCSGC et ses communes membres détaillant les obligations et responsabilités des parties et indiquant, dans son article 13, que le coût de ce service, d'environ 130 000 € annuels, est intégralement supporté par la CCSGC.

Après réinterrogation de ce fonctionnement en groupe de travail « urbanisme » de la CCSGC, il est proposé que ce coût soit désormais pris en charge par les communes, dans le cadre d'une facturation, **à compter du 1^{er} juillet 2023**, effectuée de la manière suivante :

Base de calcul de la facturation année N = état réel des dépenses du service de l'année N-1

- Une part pondérée au nombre d'habitants pour 20%
- Une part « variable » assise sur le nombre d'actes traités par le service instructeur selon le tableau récapitulatif fourni pour 80%

Par ailleurs, le calendrier de facturation sera le suivant :

Juillet 2023 : facturation aux communes de la moitié des coûts de l'année 2022

Février 2024 : facturation aux communes des coûts de l'année 2023

Février 2025 : facturation aux communes des coûts de l'année 2024

Février année N : facturation aux communes des coûts de l'année n-1

Ces nouvelles dispositions financières impliquent la signature d'un avenant à la convention portant sur l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation du sol.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Décide** de valider l'avenant ci-annexé.
- **Autorise le maire** à signer l'avenant de la convention portant sur l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation du sol et demande que le montant de l'instruction d'urbanisme soit plus détaillé.



2023 / 012

9.1 Autres domaines de compétences des communes

12 – 2023 Répartition du capital social de la société SPL XDEMAT 2023

La société publique locale dénommée SPL-Xdemat, a été créée le 27 février 2012 par les Départements de l'Aube, des Ardennes et de la Marne, en vue de fournir à ses actionnaires, des prestations liées à la dématérialisation.

Depuis, la commune de Moncel-sur-Seille a adhéré à la société ainsi que les Départements de la Haute-Marne, de l'Aisne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle, de nombreuses communes et plusieurs groupements de collectivités situés sur le territoire des 8 départements.

Mi-mars 2023, SPL-Xdemat comptait 3 184 actionnaires.

Chaque année, conformément à l'article 225-100 du code du commerce, l'Assemblée générale de la société doit se réunir avant fin juin, pour approuver les comptes de l'année précédente et affecter le résultat, après présentation des rapports du Commissaire aux comptes.

À l'occasion de cette réunion, d'autres points peuvent lui être présentés tels qu'un point sur les mandats des commissaires aux comptes ou l'adoption d'une nouvelle version du règlement intérieur.

Depuis 2020, il a été décidé d'ajouter à ces points, l'examen de la répartition du capital social suite aux adhésions et sorties intervenues depuis la dernière assemblée.

En effet, tout au long de l'année, de nouvelles collectivités locales ou de nouveaux groupements de collectivités souhaitent devenir actionnaires de la société et achètent à ce titre une action de la société, modifiant la répartition de son capital social. Il arrive également que certains actionnaires décident de sortir de la société et revendent leur action, suite à leur disparition administrative ou faute d'utilisation des outils mis à leur disposition.

Ainsi, depuis fin avril 2022, 177 actions ont été vendues à des collectivités ou groupements de collectivités pour leur entrée au sein de SPL-Xdemat et 17 ont été rachetées pour permettre à 17 actionnaires d'en sortir. Ces transferts d'actions ont eu pour conséquence de modifier la répartition du capital social. Le capital social, divisé en 12 838 actions, est désormais réparti comme suit :

- le Département de l'Aube : 6 559 actions soit 51,09 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 702 actions soit 5,47 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 282 actions soit 2,20 % du capital social,
- le Département de la Marne : 563 actions soit 4,39 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 269 actions soit 2,09 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 342 actions soit 2,66 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 514 actions soit 4,00 % du capital social,
- le Département des Vosges : 367 actions soit 2,86 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 240 actions soit 25,24 % du capital social.

Cette nouvelle répartition détaillée dans la liste des actionnaires annexée à la présente, sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale.

Or, selon l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales, « à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale (...) sur la modification portant sur (...) la composition du capital (...)



2023 / 013

ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification ».

Il convient donc d'approuver la nouvelle répartition du capital social de la société SPL-Xdemat et d'autoriser le représentant de la collectivité à voter la résolution correspondante lors de la prochaine Assemblée générale de la société.

Il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la nouvelle répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-Xdemat, divisé en 12 838 actions, à savoir :

- le Département de l'Aube : 6 559 actions soit 51,09 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 702 actions soit 5,47 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 282 actions soit 2,20 % du capital social,
- le Département de la Marne : 563 actions soit 4,39 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 269 actions soit 2,09 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 342 actions soit 2,66 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 514 actions soit 4,00 % du capital social
- le Département des Vosges : 367 actions soit 2,86 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 240 actions soit 25,24 % du capital social,

Conformément à la liste des actionnaires annexée à la présente ;

- donner pouvoir au représentant de la collectivité à l'Assemblée générale de la société SPL-Xdemat, pour voter cette nouvelle répartition de son capital social et la résolution en découlant, lors de sa prochaine réunion.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Approuve** la répartition du capital
- **Donne** pouvoir au Maire, représentant de la commune pour voter la nouvelle répartition de son capital social et la résolution

2.3 Droit de préemption urbain

13 – 2023 Mandatement à la SAFER pour acquisition de parcelles situées sur l'ENS

Monsieur le maire rappelle que la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) de Meurthe-et-Moselle achète par le biais de conventions des biens agricoles et peut les revendre à des collectivités ayant des projets

En effet, les articles L143-1 et L 143-2 du Code Rural donne aux SAFER la possibilité de disposer d'un droit de préemption afin de leur permettre de mener une action cohérente dans le cadre de leurs objectifs :

- Toujours dans un but d'intérêt général
- Pour maintenir la vocation agricole d'un bien
- Pour éviter la surenchère des prix
- Pour favoriser le développement local
- Pour protéger l'environnement
- Les SAFER sont donc systématiquement informées des projets de vente par les notaires et peuvent acheter à la place de l'acquéreur initial. Le but : revendre à un autre acquéreur dont le projet répond mieux aux enjeux d'aménagements locaux.

Séance du 9 juin 2023



2023 / 014

C'est dans ce cadre que la commune a demandé à la SAFER Le 26 mai 2023 d'intervenir sur la vente des parcelles ZB 43 (23 a 40 ca) et ZB 44(28a 40 ca) lieu-dit Censaux de Gremecey.

Ces parcelles sont situées en zones d'enjeux environnement, eau, biodiversité : Zone naturelle d'intérêt Ecologique Floristique et Faunistique type 1 (Marais de Moncel-sur-Seille), Espaces Naturel sensibles et à proximité d'un cours d'eau.

L'unité foncière est concernée par des éléments architecturaux et paysagers ou écologique à préserver : secteur remarquable et zone humide, en zone Trame Verte et Bleue, en zone d'aléa inondation.

Dans ce Cadre de l'ENS, la commune sollicite le dispositif de préemption de la SAFER qui procéderait à l'acquisition de ces 2 biens.

La commune s'engagerait à payer les frais de dossier à hauteur de 600 euros

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité

Décide

- De solliciter le dispositif de préemption de la SAFER qui procédera à l'acquisition de ces deux biens et qui accompagnera la commune dans l'assistance de maîtrise foncière
- Autorise le maire à signer le devis de 600 euros pour le paiement des frais (2x 300euros) proposé par la SAFER

14 – 2023 Autorisation donnée au maire pour l'achat d'une tondeuse

Le Conseil Municipal de la commune de Moncel-sur Seille

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la nécessité d'acquérir une nouvelle tondeuse pour l'entretien des espaces verts de la commune ;

Considérant le devis présenté par la société HAAG pour l'achat d'une tondeuse conforme aux besoins de la commune ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

Le conseil municipal :

Autorise le Maire à signer le devis présenté par la société HAAG pour l'achat d'une tondeuse pour un montant total de 10 300 euros HT.

Dit que le montant de cette dépense sera inscrit au budget communal de l'année en cours, dans le chapitre correspondant.

Autorise Le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la réalisation de cet achat, y compris la passation de commande auprès de la société HAAG et à signer tous les documents relatifs à cette acquisition.

9.4 Motion et vœux

15-2023 : Motion de soutien

Monsieur Alain Chané donne lecture du projet de motion de soutien à Monsieur Edouard BABEL, maire de Magnières et aux élus

Agresser un élu, c'est affaiblir la République.

Motion de soutien à Monsieur Edouard BABEL Maire de Magnières et aux élus.

Suite la violente agression de M. Edouard Babel, Maire de Magnières, dans la nuit de samedi à dimanche 4 juin 2023, faisant écho à la recrudescence de différentes formes de violences déjà connues en France envers les élus locaux et plus particulièrement les maires depuis plusieurs



2023/015

mois, l'Association des Maires Ruraux 54, solidaire, adresse un soutien plein et entier à M. Edouard Babel et aux élus victimes de violences.

Agresser un élu, c'est affaiblir la République, c'est s'attaquer à la démocratie.

D'après les derniers chiffres publiés, il s'avère que les violences envers les élus ont augmenté de manière significative en 2022 (15% selon l'observatoire des agressions envers les élus de l'AMF et 32% selon le ministère de l'Intérieur).

L'association des Maires Ruraux 54 :

- Apporte tout son soutien à Edouard BABEL, maire de Magnières.
- Condamne tous les actes de violence envers les élus de la République.
- Réaffirme l'urgence de voter la création d'un Statut de l' élu pour sécuriser, stimuler et motiver de nouveaux engagements en 2026. Donner envie de s'engager suppose de protéger ceux qui donnent de leur temps et de leur personne à l'intérêt général.
- Demande aux parlementaires de Meurthe-et-Moselle de prendre connaissance des propositions faites par l'AMRF sur le statut de l' élu et d'agir en ce sens.
- Se porte partie civile ainsi que l'AMRF auprès de M. Edouard BABEL.

Association des Maires Ruraux 54, 3 Rue de la Mairie –
54210 Coyviller mairesruraux54@gmail.com.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

Adopte la motion présentée ci-dessus.

DIVERS :

Chats errants : La fourrière a été contactée afin de mettre des pièges dans les endroits où ils vont souvent. Cette opération se déroulera à l'automne.

O.H.S. : Le Maire participe à toutes les réunions concernant l'OHS. Le dossier est en cours.

Cité Judiciaire : Une affaire d'urbanisme illégal se règle au tribunal. Le jugement sera rendu le 1^{er} août 2023

La séance est levée à 21h30

Les délibérations suivantes ont été prises

- 10 - 2023 Elections des délégués pour les Sénatoriales
- 11- 2023 Avenant à la convention portant sur l'instruction des autorisations d'occupation et d'utilisation du sol entre la commune et la Communauté de Commune Seille et Grand Couronné
- 12 – 2023 Répartition du capital social de la société SPL XDEMAT 2023
- 13 – 2023 Mandatement à la SAFER pour acquisition de parcelles situées sur l'ENS
- 14 – 2023 Autorisation donnée au maire pour l'achat d'une tondeuse
- 15 - 2023 Motion de soutien

Le maire

Alain Chané

Le secrétaire

Marc NASSAU

Séance du 9 juin 2023